

Strasbourg, les voilà

- Les eurodéputés tout juste élus ont convergé vers Strasbourg pour constituer leur Parlement.
- Focus sur cinq des vingt et un Belges de l'assemblée.
- Pendant ce temps, à Londres, David Cameron fait face aux critiques.

Le tour de chauffe

Il plane comme un petit parfum de rentrée, cette semaine à Strasbourg, où les membres du Parlement européen se réunissent pour tenir leur session constitutive, un peu plus d'un mois après les élections. L'occasion pour les nouveaux venus de découvrir les lieux et d'entamer leur apprentissage du fonctionnement de la machine parlementaire. Les eurodéputés prendront officiellement possession de leur siège dans l'hémicycle et procéderont aux votes pour désigner (à la majorité absolue) le président de l'assemblée, ainsi que les quatorze vice-présidents et les cinq questeurs chargés de gérer les questions administratives. Ils avaliseront en outre la composition des différentes commissions (affaires étrangères, emploi, environnement, libertés civiles, etc.) qui jouent un rôle essentiel dans le processus législatif européen.

Schulz II

Si les candidats à la présidence et à la vice-présidence doivent être présentés par l'un des sept groupes politiques qui se sont formés la semaine dernière, ou par un groupe rassemblant au moins quarante élus, il ne devrait, sauf énorme surprise, y avoir guère de suspense en ce qui concerne l'attribution du perchoir. Pour la première fois de l'histoire du Parlement, le président sortant, le social-démocrate allemand Martin Schulz, devrait en effet rempiler pour un second mandat de deux ans et demi, en vertu d'un accord conclu entre son groupe politique et celui des conservateurs et démocrates-chrétiens du PPE. À ces derniers de désigner ensuite

leur représentant pour la seconde moitié de la législature. Ce lot de consolation pour Schulz, candidat malheureux à la présidence de la Commission, ne va pas sans faire grincer certaines dents.

Mercredi, les eurodéputés débattront également de l'adoubement, par les chefs d'État et de gouvernement – David Cameron et Viktor Orban exceptés – de Jean-Claude Juncker comme successeur de José Manuel Barroso à la tête de la Commission. Une désignation sur laquelle les parlementaires devront formellement se prononcer lors de la plénière programmée mi-juillet.

Mais l'attraction du jour sera sans aucun doute la venue du Premier ministre italien, Matteo Renzi. Celui-ci viendra défendre les priorités que son pays entend mettre à l'agenda européen au cours de ses six mois de sa présidence du Conseil de l'Union qui débute précisément ce mardi.

G.T.

751

EURODÉPUTÉS

au Parlement européen, dont vingt et un Belges

Le nouveau venu

CLAUDE ROLIN

Eurodéputé du Parti populaire européen

Véronique Leblanc
Correspondante à Strasbourg

La désignation de Claude Rolin à la tête de la liste CDH aux élections européennes avait pris tout le monde de court – *“une bonne prise”*, commentait-on dans les rangs socialistes belges à Strasbourg – mais certains se sont aussi demandé comment cet ex-secrétaire général de la CSC allait pouvoir naviguer dans l’aquarium conservateur du Parti populaire européen (PPE) où il allait siéger. *“Je sais que je vais devoir mener un double combat pour faire émerger une logique sociale au niveau européen”*, répond l’intéressé. *“À l’intérieur du Parlement et à l’intérieur du PPE.”* Mais il y croit, il est même *“impatience”* de s’atteler à la tâche.

Les réunions de groupe auxquelles il assiste ont montré *“qu’il existait un espace réel au sein du PPE”*, mais que *“cet espace, il faut l’occuper en créant des alliances au-delà des frontières”*. Une logique transnationale qu’il sait être réelle au niveau de l’institution tout entière et il s’en réjouit tout comme il se félicite de la désignation de Jean-Claude Juncker (PPE lui aussi) à la tête de la Commission. *“J’ai eu l’occasion de travailler avec lui quand j’étais aux responsabilités syndicales, il a le sens du dialogue social.”*

Pour Claude Rolin, une page se tourne car – il l’affirme avec force – *“le monde syndical doit être indépendant du politique”*. Il a quitté l’un pour se lancer dans l’autre et porter ses combats au niveau communautaire. Au sein de la commission de l’emploi et des affaires sociales, espère-t-il. En effet, autant siéger où l’on a des compétences.

Le revenant “pas rassis”

GÉRARD DEPREZ

Eurodéputé au groupe libéral-démocrate

“Revenant mais pas rassis!”, commente Gérard Deprez pince-sans-rire. Tout en lui confirme qu’il est *“enchanté”* de revenir à Strasbourg, et ce d’autant plus que *“ce n’était pas gagné à la troisième place sur la liste MR”*. Avec ses cinq mandats d’eurodéputé au compteur de 1984 à 2009 (d’abord dans les rangs du Parti populaire européen, ensuite au sein de l’Alliance des libéraux et démocrates pour l’Europe), il faut dire que l’ADN parlementaire de ce vieux briscard de la politique belge s’est bien mâtiné d’Eu-

rope.

Comment envisage-t-il son sixième mandat après avoir été cinq ans éloigné des affaires européennes par sa non-réélection en 2009 ? *“En essayant de mettre en œuvre mes compétences dans les deux commissions où j’ai déjà siégé”*, dit-il, celle des libertés publiques et affaires intérieures *“pour y traiter des questions d’accueil, d’immigration et de droits de l’homme”*, ainsi que celle du budget *“qui sera très stratégique puisqu’il faudra notamment explorer de nouvelles pistes pour financer les projets européens”*.

L’homme est optimiste quant à la force de frappe de l’institution. *“La montée des extrêmes va certes rendre les débats plus tendus, des gens vont essayer de freiner”*, note-t-il, *“mais la majorité entre chrétiens-démocrates, socialistes et libéraux-démocrates est largement suffisante pour faire avancer les dossiers et c’est d’autant plus important que le Parlement s’impose de plus en plus, comme vient de le démontrer sa victoire contre le Conseil européen dans la désignation de Jean-Claude Juncker à la tête de la Commission”*.

V.Le.

Le cocu magnifique

GUY VERHOFSTADT

Président du groupe des libéraux et démocrates

Flamboyant, Guy Verhofstadt, le président des libéraux et démocrates au Parlement européen, a été l’une des figures phares de la précédente mandature, avec le socialiste Martin Schulz (élu au perchoir de l’institution) et le vert Daniel Cohn-Bendit. Le trublion franco-allemand et le Belge ont d’ailleurs cosigné un livre, intitulé *“Debout l’Europe !”*. A dire vrai, on attendait les interventions de ces deux-là, sûr qu’il y avait des chances que ça déménage...

Guy Verhofstadt est parvenu à rendre le Parlement plus stratégique face aux Etats membres. A la différence des autres présidents de groupe, lui avait fait partie du Conseil européen lorsqu’il était Premier ministre. Et il s’est naturellement imposé comme le candidat des libéraux à la tête de la Commission lors de la campagne européenne, face à Martin Schulz pour les socialistes et Jean-Claude Juncker pour les conservateurs du PPE notamment. Las... Les résultats n’ont pas été à la hauteur de ses attentes et son groupe a perdu la troisième place, en nombre, qu’il occupait jusque-là dans l’hémicycle. De surcroît, les élus de la N-VA, qu’il avait tenté d’attirer, lui ont posé un lapin.

Guy Verhofstadt n’en baisse pas pour autant les bras (qu’il a longs, dans tous les sens du terme) et, en ce premier jour de première session, évoque rapidement ses priorités : *“la politique énergétique et l’agenda numérique, la défense des libertés privées à l’heure d’Internet ainsi que, last but not least, la mise en œuvre de coalitions au sein du Parlement européen pour forcer la future Commission à être bien plus proactive qu’elle ne l’a été au temps de Barroso”*. A bon entendeur...

V.Le.

L'expert qui y croit

PHILIPPE LAMBERTS

Coprésident des Verts

Fulgurante ascension que celle de Philippe Lamberts. Conseiller communal Ecolo d'Anderlecht de 1994 à 2006, il est monté en puissance pour devenir porte-parole des Verts européens de 2006 à 2012 et député européen en 2009. Le voilà réélu après avoir ravi la première place de la liste Ecolo à Isabelle Durant et, surtout, après s'être imposé comme expert en ces matières financières – essentielles lors d'une législature marquée par la crise. Aujourd'hui, cet ingénieur civil en mathématiques appliquées se retrouve coprésident du groupe des Verts avec l'Allemande Rebecca Harms. Il succède ainsi à l'émblématique Daniel Cohn-Bendit – ce qui n'est pas rien. Mais *"pas question pour moi de faire du Dany"*, dit-il. De fait, les deux hommes n'ont rien à voir. *"Je serai qui je suis avec les qualités de communicant dont j'ai déjà fait preuve et mon expérience propre."*

Philippe Lamberts aborde ses nouvelles fonctions comme *"le plus grand défi professionnel"* qu'il ait eu à aborder. Mais, même s'il sait qu'elles vont l'accaparer, il est déterminé à être rapporteur du texte sur le pilotage des banques dont le Parlement devrait se saisir à l'automne. *"Je veux garder les mains dans le cambouis"*, affirme le nouveau président des Verts, par ailleurs décidé à donner corps à la vision qu'il a pour son groupe: *"Une alternative radicale réaliste à la pensée unique des autres groupes politiques."* Un défi d'autant plus crucial que les écologistes se sont écroulés dans les pays – notamment la Belgique – où ils étaient historiquement forts. *"Pour savoir si j'ai réussi, il faudra attendre les élections de 2019"*, conclut-il, impatient de se jeter dans la bataille.

V.Le.

Le nationaliste médiatique

JOHAN VAN OVERTVELDT

Eurodéputé au groupe des conservateurs et réformistes

Johan Van Overtveldt, ex-rédacteur en chef de *"Trends"* qui a démissionné en novembre 2013 pour rejoindre la N-VA, rejoint à Strasbourg d'autres ex-journalistes, comme Frédérique Ries ou Ivo Belet.

L'homme est aujourd'hui le chef de file des quatre nationalistes flamands élus le 25 mai dernier. Et ces quatre-là, Guy Verhofstadt a bien cru les amener dans l'escarcelle de l'Alliance des libéraux et démocrates européens qu'il préside. Mais, à 23 heures le 19 juin dernier, Johan Van Overtveldt a annoncé que, finalement, la N-VA rallierait le groupe des Conservateurs et réformistes européens fondé par les Tories du Premier ministre britannique David Cameron. Une formation eurosceptique, voire europhobe dans le chef de certains de ses membres allemands ou danois. Une formation dans son essence non séparatiste puisque ses élus d'outre-Manche sont opposés à l'indépendance de l'Ecosse.

Le choix de la N-VA, qui se dit *"euroréaliste"* et a les convictions que l'on sait sur l'unité de la Belgique, laisse perplexe... Il est pragmatique, explique Johan Van Overtveldt, conscient que l'on ne pèse pas en tant que non-inscrit. *"Aucun groupe n'est proche de nous à 100 % mais nous cherchions la plus grande autonomie possible."* Pour mener à bien la feuille de route de la N-VA: *"régionalisme, défense des libertés civiles, approfondissement du marché intérieur, union bancaire et meilleure discipline budgétaire"*. Cet économiste réputé en Flandre est à cet égard très dur vis-à-vis du Luxembourgeois Jean-Claude Juncker qui fut président de l'eurogroupe pendant deux ans. *"Deux ans de perdus."*